

Réussir la décentralisation au Sahel

Les multiples vagues de décentralisation qui ont déferlé sur le Sahel ces quinze dernières années ont suscité bien des espoirs et bien des craintes, et déjà quelques déceptions. Les attentes ont été nourries par des promesses d'efficacité accrue dans la fourniture de services appropriés et adaptés aux besoins locaux, de poursuite des efforts de démocratie et de démocratisation locales, de meilleure gestion des ressources naturelles (GRN) et de participation plus active de la population locale à l'administration de ses affaires. Ensemble, ces avantages devaient contribuer de façon sensible à une réduction de la pauvreté grâce à une plus juste représentation des pauvres et un meilleur ciblage de la prestation de services.

Mais, la réalisation de tels bénéfices n'est pas évidente, et ne dépend pas uniquement de conditions « techniques ». Leur succès est éminemment politique ; la décentralisation exige une redéfinition des relations entre l'Etat et les citoyens ; c'est un processus de lutte pour assurer le transfert des compétences de l'Etat envers les collectivités territoriales, le renforcement des capacités des élus et des citoyens à analyser, articuler et gérer leurs affaires et enfin de renforcement des capacités des populations à demander à leurs élus de rendre compte. En résumé, il s'agit d'une lutte pour l'instauration de la bonne gouvernance à plusieurs niveaux.

Face à ces défis, le programme Réussir la Décentralisation a expérimenté des approches et des outils pour faire réussir la décentralisation, dont les résultats clés peuvent être ainsi résumés :

1. Un meilleur contrôle citoyen des activités publiques – essentiellement à travers l'élaboration et l'adoption de l'outil Budget participatif.



© Marie Monimart

Maire de N'Gourty, Niger avec papiers état civil

2. La multiplication de conventions locales, inclusives, équitables, qui réussissent localement une gestion appropriée, paisible et durable des ressources naturelles, et acquièrent peu à peu une existence légale nationale.
3. Une reconnaissance de l'importance de l'équité entre les genres dans le processus de décentralisation : des femmes leaders citoyennes émergent peu à peu, la recherche action a innové en mettant l'accent sur les liens entre décentralisation, foncier et genre.

Conditions primordiales pour réussir la décentralisation

Condition 1 : L'implication totale et active de tous les citoyens dans le processus de décentralisation et gouvernance au niveau local.

Condition 2 : La volonté et l'aptitude des instances locales nouvellement élues à appliquer des principes de bonne gouvernance et à dispenser à leurs électeurs des prestations convenables, rentables et abordables.

Condition 3 : La propension et la capacité de l'Etat central à fournir un cadre constitutionnel favorable qui puisse promouvoir la prise de décisions et l'autorité au niveau local.

Un meilleur contrôle citoyen des activités publiques

Le budget participatif est l'outil principal que le programme a testé et élaboré pour faciliter le contrôle des actions publiques par les citoyens. Il a été mis en place en partenariat avec les Communautés Rurales de Fissel et Ndiganiaio dans la Région de Thiès au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. La démarche méthodologique était systématisée et adaptée au contexte national de la décentralisation et aux réalités locales. Des supports ont été produits pour accompagner cette systématisation et pour faciliter le partage et la diffusion de la démarche auprès d'autres collectivités locales dans la sous-région.



Produit par le programme

1. **Le Budget participatif en pratique** : Guide méthodologique sur le processus de mise en place du budget participatif
2. **Le Budget participatif en pratique** : Film didactique de 13 minutes qui présente les principales étapes du processus
3. **Un poster illustré** en français et en Wolof qui présente de manière simplifiée le cycle du budget participatif.

Au niveau de la population : un outil performant et même rentable

Au niveau des collectivités locales qui appliquent le budget participatif, l'on a noté une amélioration des relations entre élus et citoyens, de la participation des citoyens et de la mobilisation des ressources financières (amélioration du taux de recouvrement de la taxe et identification de nouvelles sources de recettes fiscales). A Nara et Gumbou au Mali, par exemple, le taux de recouvrement des taxes et impôts a progressé de 50% à 80%.

Au niveau les collectivités territoriales: un effet tâche d'huile

Plusieurs collectivités dans la sous-région ont manifesté leur intérêt pour mettre en place le budget participatif sur la base des échos qu'elles ont reçus de Fissel et Ndiganiaio et des activités de diffusion menées par IED Afrique (journées thématiques, manuel et films diffusés, etc.). Après les élections locales de 2009 au Sénégal, plusieurs collectivités ont sollicité un appui de IED Afrique.

Au niveau de l'Etat : une contribution aux réformes politiques

Une des recommandations des assises de la décentralisation tenues en 2008, a été la prise en compte dans le dispositif réglementaire de la nécessité de proposer des mécanismes pour favoriser l'institutionnalisation du budget participatif dans les collectivités locales au Sénégal.

Au niveau sous-régional et international : un profil international

Les deux collectivités du Sénégal ont été invitées à des fora internationaux (en France pour Fissel et au Brésil pour Ndiganiaio). En outre, elles ont fait partie des 5 sites retenus pour étude lors de la conférence internationale sur la gouvernance locale organisée en partenariat avec la Banque mondiale.

Les conventions locales

Les conventions locales sont des dispositions ou arrangements institutionnels élaborés de manière participative et consensuelle par les populations habitant une zone géographique bien définie en vue de gérer durablement, mais aussi paisiblement, les ressources naturelles de leurs terroirs. Au Sénégal et dans les pays de la sous région, la mise en œuvre des conventions locales a permis de renforcer considérablement les capacités des populations en matière de gestion des compétences transférées relatives à la gestion des ressources naturelles. Ces outils de gestion qui ont connu beaucoup de succès au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal sont aujourd'hui entrain d'être diffusés dans d'autres pays de la région ouest africaine et même au-delà.



Série sur les conventions locales

1. Les conventions locales au Sahel : Un outil de co-gouvernance en gestion des ressources naturelles, 2003
2. Les conventions locales au Mali : une grande nébuleuse juridique et un pragmatisme en GRN, par Moussa Djiré, 2004
3. Conventions locales au Niger : l'expérience de la forêt classée de Takiéta, 2007
4. Les conventions locales au Burkina Faso : une diversité des pratiques, 2009
5. Les conventions locales au Sénégal Mbédap : à l'épreuve du temps, 2009

Il y a aussi un film sur les conventions locales.
(www.iedafrique.org/Les-conventions-locales.html)

Au niveau de la population : un outil performant

Dans la commune rurale de Bellem au Mali la convention locale appuyée par le PACT/GTZ a mené au recouvrement des frais liés à l'utilisation des aménagements pastoraux et a rapporté plus de 2.000.000 FCFA par an.

Au niveau de la population : une diminution des conflits

Dans beaucoup d'instances où les populations ont établi une convention locale, l'on constate une diminution des conflits en fréquence et surtout en intensité.

Au niveau des collectivités territoriales : un effet tâche d'huile

Depuis quelque temps plusieurs sollicitations émanant de collectivités locales ou de villages sont adressées à IED Afrique pour les appuyer à la mise en place de conventions locales de GRN.

Au niveau de l'Etat : une contribution aux réformes politiques

La réforme du code forestier au Sénégal qui est en cours prévoit de prendre en compte les conventions locales dans la nouvelle loi. Cette acceptation des conventions locales comme outil efficace de gestion paisible des ressources naturelles découle des bons résultats produits par la démarche engagée dans plusieurs endroits du pays.

L'équité

Un des objectifs de la décentralisation est de faciliter la participation des populations dans la prise de décisions qui affectent leurs vies avec pour but ultime d'améliorer les conditions de vie des populations pauvres. Mais ceci nécessite l'implication de toutes les couches sociales et des groupes marginalisés dans le processus. Parmi les problèmes posés, la question du genre occupe une place importante. Malgré l'existence de tout un arsenal de textes nationaux et internationaux, la représentation et l'implication pratique des femmes dans les institutions locales demeurent très faibles.



Produits sur genre et décentralisation

1. Etude : Genre et décentralisation au Sénégal.



Atelier de Takiéta pour des outils genre Niger 2007

Au niveau de la population : émergence de femmes leaders

Dans les pays où le programme a travaillé sur la question de genre et décentralisation on constate un début de changement de la position des hommes qui se montrent plus ouverts au regard de l'égalité des femmes dans la vie publique et de l'émergence des femmes leaders.

Au niveau des collectivités territoriales : implication des femmes

Un partenariat entre IED Afrique et le COSEF (Conseil Sénégalais des Femmes) leur a permis de conduire un plaidoyer pour une meilleure position des femmes dans les listes de candidatures pour les conseillers.

Au niveau de l'état : contribution aux réformes politiques

IED Afrique a mené une étude sur genre et décentralisation, portant sur le degré de prise en compte de la dimension genre dans les textes de lois sur la décentralisation au Sénégal.

Au niveau sous-régional et international : un outil de sensibilisation

Le film « Femmes et Pouvoir »¹ est régulièrement utilisé par les associations de femmes et certains médias dans le cadre de la promotion de la participation des femmes – dans les instances de décisions au Sénégal et dans la sous région. Il présente le parcours politique de trois femmes sénégalaises élues : une maire, une présidente de Conseil Rural et une conseillère rurale. Ces expériences et leçons inspirent les débats au niveau de la population, des collectivités, de l'Etat et au niveau international.



1. www.iedafrique.org/Femmes-pouvoir.html

Les leçons clés du programme

1. La réussite de la décentralisation repose à terme sur une adhésion citoyenne, informée et responsable, plus difficile à construire qu'un cadre institutionnel, qui nécessite des outils innovants et performants – tels le Budget participatif.
2. La participation citoyenne est sécurisée par la crédibilité de la décentralisation qui elle-même se fonde sur des retours et bénéfices tangibles au niveau des populations locales : l'entrée des aides au développement par les communes est déterminante.
3. Les lenteurs des transferts de compétence et de délégation de pouvoir entretiennent la défiance des acteurs nouveaux – dont les femmes et les jeunes – à s'engager dans ce qui ne peut pas être perçu comme de nouvelles arènes publiques.



© Marie Monimart

Participation paysanne, Niger

Quelques questions émergentes

Comment capitaliser les acquis pour un partage plus étendu des outils et approches ?

La contribution dans l'élaboration de démarches et d'outils méthodologiques pour une gouvernance réellement participative a été un des faits marquants du programme. La mise à l'échelle de ces différentes approches, constitue un défi de taille.

Comment poursuivre la dynamique de réseautage et pour quels objectifs?

La volonté des membres des différents réseaux de maintenir cette dynamique au-delà du programme est la manifestation d'une réelle volonté de consolider les acquis et de les partager à plus grande échelle. Au niveau de chacun des pays, la plateforme d'échange et de partage créée dans le cadre du programme devrait pouvoir continuer à fonctionner avec un dispositif d'animation plus adapté qui pourrait par exemple consister à demander aux différentes structures membres d'accueillir de façon tournante les rencontres du réseau.

Partenaires du programme Réussir la décentralisation www.iedafrique.org/-Reussir-la-Decentralisation-.html

Réussir la Décentralisation Burkina
Secrétariat permanent et contact : GRAF
11 BP 146 Ouagadougou 11, Burkina Faso
Tél : +226 50 34 14 57 Courriel : graf@fasonet.bf
Site web : www.graf-bf.org

Réussir la Décentralisation, RLD/Mali
Secrétariat permanent : CEK-Kala Saba
B.P. 9014 Bamako, Mali
Tél : +223/20 20 94 12
Contact : Mme Ouattara Mariam Sogodogo. Courriel : cek@afribonemali.net
Site web : www.cek.com.ml/

Réseau Gestion des Ressources Naturelles Décentralisation/Niger
Contact: Ingay Issoufou Tél. : +227 96879368
Courriel : reseaugrn_niger@yahoo.fr

IED Afrique, Sénégal
24, Sacré Cœur III, BP 5579, Dakar Fann, Sénégal
Tél : +221 33 867 10 58
Courriel : contact@iedafrique.org
Site web : www.iedafrique.org

IIED, Grande Bretagne
3 Endsleigh Street, Londres, WC1H 0DD, Grande Bretagne
Tel : +44 207 388 2117
Contact : Ced Hesse. Courriel : ced.hesse@iied.org
Site web : www.iied.org

